Des sénateurs dénoncent une perte des repères républicains à l'école

09/07/2015 à 9h40

Parmi vingt propositions pour « *Faire revenir la République à l'école* », des sénateurs prônent ce mercredi la mise en place d'une « *tenue d'établissement* », l'uniforme permettant, selon le sénateur Jacques Grosperrin, « *de lutter contre les tenues cultuelles* ». « *La tenue devrait être aussi proche que possible des vêtements usuels des jeunes, composée par exemple de polo, sweat-shirt, casquette et bandanas, acquis par les parents d'élèves* », indique le rapport sénatorial adopté par 11 voix pour, 8 contre et 1 abstention.

(…) Cette dernière « *confirme le diagnostic d'un profond malaise de l'École, d'une perte des repères républicains et, chez beaucoup d'élèves, d'un inquiétant délitement du sentiment d'appartenance à la nation : un constat déjà dressé il y a plus de dix ans mais qui, dans le contexte actuel, prend un tour alarmant*». Le ministère avait estimé le nombre d'incidents pendant la minute de silence à 200. « *La réalité est très supérieure* », affirment les Sénateurs. À partir de documents et d'informations obtenues à l'occasion de ses déplacements, la commission d'enquête a eu connaissance d'au moins 400 incidents. Plus globalement les Sénateurs s'inquiètent de « *l'arrimage incertain* » d'une partie de la jeunesse à sa propre nationalité. « *Les relevés d'incidents à l'occasion de la minute de silence du 8 janvier 2015 font ainsi état de nombreux cas de discours tenus par des élèves de tous âges opposant les «Français» d'un côté, et, de l'autre les «musulmans»*.

Dans un établissement parisien, des messages ont été diffusés sur les téléphones portables d'élèves les incitant à se défendre contre les Français qui « *attaquaient les mosquées* ». Dans une école de Villeurbanne, des enseignants confient qu'alors que la plupart des élèves ont la nationalité française, ils ne s'identifient qu'à la nationalité d'origine de leurs parents ou, dans le cas des binationaux, qu'à leur seconde nationalité. D'après une enseignante, « *les enfants ne savent pas qu'ils sont Français, ils se disent musulmans ou arabes comme s'il s'agissait d'une nationalité* ». De même, dans l'académie de Toulouse, des écoliers ont évoqué à la suite des attentats « *des Algériens qui ont tué des Français* ». Des enseignants ont regretté ce qu'ils percevaient comme un étiolement du sentiment d'appartenance à la nation, signalant que dans certains établissements, se faire traiter de Français était une insulte.

Parmi leurs autres « *mesures fortes* », les sénateurs souhaitent interdire les signes ostensibles religieux pour les accompagnateurs lors des sorties scolaires. Sur ce sujet, rappellent-ils, le message est brouillé, l'État ayant changé quatre fois d'avis au gré des trois derniers ministres qui se sont succédé. La responsabilité de la décision repose uniquement sur l'appréciation des directeurs d'école et des chefs d'établissement. Les professeurs des écoles ont fait état de la nécessité d'une position claire et pérenne sur le sujet. « *Beaucoup ont tenu à souligner qu'il était difficile de distinguer les comportements relevant du prosélytisme. D'autres chefs d'établissement ou directeurs d'école autorisent l'accompagnement par des mères voilées sans discernement, de peur d'envenimer les relations avec les parents d'élèves et d'être taxés d'islamophobie, voire de subir des poursuites judiciaires – les collectifs «contre l'islamophobie» étant particulièrement actifs*.», détaille le rapport.

(…) Le Figaro